

F. 2000 — 2927

[C — 2000/27506]

**26 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, modifiée par les lois des 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu le Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le Règlement (CE) n° 1750/1999 de la Commission du 23 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

Vu le Règlement (CE) n° 2603/1999 de la Commission du 9 décembre 1999 fixant des règles transitoires pour le soutien au développement rural prévu par le règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil;

Vu les lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur de l'agriculture (2000/C 28/02);

Vu l'approbation par la Commission européenne du Plan wallon de développement rural en date du 25 septembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 octobre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la concertation prévue par la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles en son article 6, § 3bis, 5°, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement wallon a présenté à la Commission européenne le 3 janvier 2000, le projet de plan de développement rural pour la Région wallonne, contenant notamment la description des mesures envisagées pour la mise en œuvre du plan;

Considérant que la version finale du plan de développement rural, suite aux négociations entre la Commission et les autorités wallonnes, a été transmise à la Commission européenne le 1<sup>er</sup> août 2000;

Considérant que la Commission européenne a approuvé le plan de développement rural le 25 septembre 2000;

Considérant que suite à l'approbation de ce plan les dépenses relatives à ces régimes d'aide sont éligibles à partir du 3 janvier 2000;

Considérant qu'il est dès lors impératif d'adapter sans retard la réglementation wallonne en vigueur en matière d'aides aux investissements et à l'installation en agriculture pour rendre opérationnelles ces modifications à la date du 3 janvier 2000;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 15 suivant est ajouté :

« 15. Exploitant à titre complémentaire ou accessoire : la personne physique ou morale qui s'adonne à la production agricole, horticole ou d'élevage et dispose à ce titre d'un numéro de producteur, d'un numéro de TVA et est assujettie à une caisse d'assurances sociales. »

2° Le point 16 suivant est ajouté :

« 16. Unité gros bétail (UGB) : dans cet arrêté le nombre d'unités gros bétail est obtenu en multipliant le nombre de bovins, équins, brebis ou chèvres par les coefficients suivants :

— bovins de 6 mois à 2 ans :	0.6
— vaches de traite :	1.0
— autres bovins de 2 ans et plus :	1.0
— équins de plus de 6 mois :	1.0
— brebis d'1 an et plus, chèvres d'1 an et plus :	0.15. »

**Art. 2.** Au chapitre III du même arrêté, les mots « Section 1.- Aides bénéficiant d'un cofinancement communautaire du FEOGA » et les mots « Section 2.- Aides régionales complémentaires aux aides cofinancées par le FEOGA » sont abrogés.

**Art. 3.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Les aides aux exploitants agricoles dont les demandes ont été acceptées et les plans d'amélioration approuvés sont :

1. une subvention-intérêt accordée aux investissements nécessaires à la réalisation du plan d'amélioration, à l'exclusion toutefois des dépenses dues à l'achat de terres ainsi qu'à celui de veaux de boucherie; pour l'achat de cheptel vif, seule peut entrer en ligne de compte la première acquisition prévue par le plan d'amélioration.

Cette subvention-intérêt porte sur un montant emprunté n'excédant pas 720.000 euros (29.044.728 FB); pour le secteur horticole, ce plafond est porté à 1.080.000 euros (43.567.092 FB).

Elle est de 5 % maximum avec un minimum à charge pour l'agriculteur de 3 %, toutefois pour des investissements visant à la protection et l'amélioration de l'environnement le taux minimum à charge de l'agriculteur est ramené à 1 %; à cette fin, la subvention-intérêt est réduite s'il y a lieu;

2. la garantie publique.

En régions défavorisées, les bénéficiaires des aides à l'investissement prévues ci-dessus peuvent obtenir en sus une prime qui ne peut dépasser 10 % de l'investissement subsidié.

Le cumul de la prime et de la subvention-intérêt ne peut avoir pour effet de diminuer l'intérêt à charge du bénéficiaire à moins de 2 %. »

**Art. 4.** L'article 7 du même arrêté est complété comme suit :

« g) la construction de bâtiments d'exploitation, la transplantation de bâtiments d'une exploitation effectuée dans l'intérêt public, ou suite à un renon légal ou justifié par des prescriptions environnementales, ainsi que des travaux d'amélioration foncière. »

**Art. 5.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Restrictions sectorielles.

§ 1<sup>er</sup> Secteur laitier

Les aides visées ne peuvent être accordées pour des investissements dans le secteur de la production laitière ayant pour effet un dépassement de la quantité de référence sauf si une quantité de référence supplémentaire a été préalablement accordée ou obtenue par un transfert.

Dans ce cas, les aides ne sont accordées que si l'investissement ne porte pas le nombre de vaches laitières à plus de 50 par UTH et à plus de 80 par exploitation ou ne conduise pas à augmenter de plus de 15 % le nombre des vaches laitières lorsque l'exploitation dispose de plus de 1,6 UTH.

§ 2. Secteur porcin

Sont éligibles uniquement les investissements se situant dans le cadre de filières de production de qualité différenciée qui s'inscrivent, outre le respect des exigences légales, dans le respect de contraintes complémentaires imposés dans un cahier des charges agréé, et pour autant que les investissements relèvent des classes 2 et 3 en matière de permis d'urbanisme et d'environnement.

Le Ministre détermine les critères d'éligibilité de ces filières.

Une augmentation de capacité n'est admise que pour les produits définis dans le Règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires, produits agricoles pouvant bénéficier d'une attestation de spécificité en vertu du Règlement (CEE) n° 2082/92 du Conseil, produits labellisés en application du décret du 7 septembre 1989 et produits issus de l'agriculture biologique, et qui relèvent des classes 2 et 3 en matière de permis d'urbanisme et d'environnement.

Pour les autres produits de qualité différenciée, une étude des débouchés doit être fournie pour chaque projet et validée par l'administration.

Le taux minimum à charge de l'agriculteur est ramené à 1 %.

Pour le calcul du nombre de places, il y a lieu de considérer qu'une truie d'élevage correspond à 6,5 porcs sevrés d'engraissement.

§ 3. Secteur viande bovine

Les aides visées ci-dessus qui sont octroyées pour des investissements concernant le secteur de production de viande bovine, à l'exception des aides visant la protection de l'environnement ainsi que l'hygiène des élevages et le bien-être des animaux lorsqu'il n'y a pas d'augmentation des capacités, sont limitées aux élevages dont la densité de bovins à viande ne dépasse pas, dans la dernière année du plan deux unités de gros bétail (UGB) par hectare de superficie fourragère consacrée à l'alimentation de ces bovins.

Pour des investissements se situant dans le cadre de production de qualité différenciée, produits définis dans le Règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires, produits agricoles pouvant bénéficier d'une attestation de spécificité en vertu du Règlement (CEE) n° 2082/92 du Conseil, produits labellisés en application du décret du 7 septembre 1989 et produits issus de l'agriculture biologique, et qui relève des classes 2 et 3 en matière de permis d'urbanisme et d'environnement, le taux minimum à charge de l'agriculteur est ramené à 1 %.

§ 4. Secteurs œufs et volaille, autruche, dindon, palmipèdes et assimilés

Sont éligibles uniquement les investissements se situant dans le cadre de filières de production de qualité différenciée, produits définis dans le Règlement (CEE) n° 2081/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires, produits agricoles pouvant bénéficier d'une attestation de spécificité en vertu du Règlement (CEE) n° 2082/92 du Conseil, produits labellisés en application du décret du 7 septembre 1989 et produits issus de l'agriculture biologique, et qui relèvent des classes 2 et 3 en matière de permis d'urbanisme et d'environnement. Le taux minimum à charge de l'agriculteur est ramené à 1 %.

**Art. 6.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. La valeur des aides ne peut dépasser au total 40 % du montant de l'investissement subsidiable pour les biens immeubles et 25 % pour les autres types d'investissement, respectivement 50 % et 35 % en régions défavorisées. Ce plafond est vérifié pour chaque demande.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt sans que les maxima d'intervention autorisés ne soient dépassés. »

**Art. 7.** L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. L'exploitant agricole qui désire bénéficier des aides introduit, auprès de l'un des organismes de crédit agréés, une demande en vue de l'obtention d'un prêt.

L'Administration procède avec l'exploitant agricole, à :

- la description de la situation de l'exploitation au début et au terme du plan d'amélioration, établie sur la base d'un budget;
- l'indication des mesures et notamment les investissements à mettre en œuvre pour atteindre les résultats recherchés;
- l'attestation de débouchés normaux pour les produits. »

**Art. 8.** Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « article 10 » sont remplacés par les mots « article 6 ».

**Art. 9.** L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art.14. Une aide majorée est octroyée pour les investissements qui ne dépassent pas 180.000 euros (7.261.182 FB) réalisés dans les 5 ans qui suivent l'installation; cette aide majorée consiste en une prime équivalant à 25 % du montant des aides prévues à l'article 6 du présent arrêté.

La valeur globale des aides accordées ne peut dépasser 45 % du montant de l'investissement éligible, 55 % en régions défavorisées. »

**Art. 10.** Le Chapitre IV du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE IV. — *Aides à l'installation de jeunes agriculteurs*

**Art.15.** Les exploitants agricoles qui justifient de la capacité professionnelle minimale de première installation, telle que visée à l'article 3, peuvent obtenir les aides ci-après.

Les aides prévues sont réservées à l'installation d'un exploitant agricole, celui-ci s'installant sur une exploitation agricole en qualité de chef d'exploitation ou commençant, après son installation à titre secondaire, à exercer son activité à titre principal ou partiel.

L'installation en qualité de chef d'exploitation d'une personne physique est prouvée notamment, par son affiliation au statut social des chefs d'exploitation indépendants et tout autre document permettant d'établir le statut du demandeur en regard de la présente réglementation.

La personne physique doit apporter la preuve de sa capacité professionnelle minimale de première installation dans un délai maximal de deux ans après l'installation. Elle ne peut avoir atteint l'âge de 40 ans au moment de la décision d'octroi de l'aide.

Pour les personnes morales, cette dernière condition se vérifie dans le chef d'un administrateur-délégué ou gérant. La personne morale doit apporter en outre la preuve que tout administrateur-délégué ou gérant possède la capacité minimale de première installation au moment de sa constitution. Cette condition doit être remplie au moment de l'introduction de la demande.

Les aides ne sont octroyées qu'aux exploitants agricoles dont l'exploitation nécessitera dans un délai maximal de 2 ans après l'installation un volume de travail équivalent à au moins une UTH.

**Art. 16.** Les aides prévues sont :

1° une prime en capital d'une valeur maximale de 22.310 euros (899.983 FB), ou 24.790 euros (1.000.026 FB) en régions défavorisées, est octroyée si l'investissement d'installation éligible s'élève au moins à 49.580 euros (2.000.052 FB). Dans le cas où l'investissement n'atteint pas ce montant de 49.580 euros, la prime est de 45 %, 55 % en régions défavorisées, du montant de l'investissement éligible.

Le Ministre définit les modalités de paiement de cette prime;

2° une subvention-intérêt, accordée aux investissements nécessaires à l'installation qui excèdent 49.580 euros (2.000.052 FB) mais qui ne dépassent pas 123.950 euros (5.000.131 FB); la subvention est de 5 % maximum et sa valeur capitalisée ne peut dépasser 25.000 euros (1.008.498 FB); le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 1 %; à cette fin la subvention-intérêt est réduite s'il y a lieu. Sa durée est de 15 ans maximum;

3° une subvention-intérêt sur la fraction du prêt éligible excédant 123.950 euros (5.000.131 FB) et n'excédant pas 309.867 euros (12.500.004 FB), la subvention est de 5 % maximum, le taux d'intérêt restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 1 %; à cette fin la subvention-intérêt est réduite s'il y a lieu. Sa durée est de 10 ans maximum. La valeur de cette aide ne peut excéder 25.000 euros (1.008.498 FB);

4° la garantie publique.

La valeur cumulée totale des aides à l'installation de jeunes agriculteurs ne peut dépasser 75.000 euros (3.025.493 FB). La durée de la garantie est reprise en annexe.

Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous la forme d'amortissements différés de l'emprunt.

En régions défavorisées, les bénéficiaires des aides d'installation prévues aux 2° et 3° ci-dessus peuvent obtenir en sus une prime qui ne peut dépasser 10% de l'investissement subsidié.

Le cumul de la prime et des subventions-intérêts ne peut avoir pour effet de diminuer l'intérêt à charge du bénéficiaire à moins de 0.5 %.

**Art. 17.** Les investissements d'installation pris en compte sont :

- la reprise ou l'achat de cheptel vif et de matériel;
- la reprise de stocks pour un maximum de 12.395 euros (500.013 FB) par exploitation;
- l'indemnisation d'arrière-engrais pour un maximum de 248 euros (10.004 FB) par ha;
- l'indemnisation des cultures en croissance existantes pour un maximum de 747 euros (30.134 FB) par ha;
- dans le cas d'une reprise d'exploitation sous forme de société, l'aide est accordée dans les mêmes conditions pour le rachat de parts sur base d'une expertise avec inventaire détaillé par un réviseur d'entreprise agréé par l'Institut des réviseurs d'entreprises.

**Art. 18.** Les personnes physiques doivent être considérées, depuis 5 ans maximum, comme exploitant agricole indépendant auprès de l'Administration des contributions directes du Ministère des Finances.

Pour les personnes morales, le(s) gérant(s) ou administrateur(s) doivent être considérés, au moment du dépôt de la demande, comme « indépendant » auprès de l'Administration des contributions directes du Ministère des Finances depuis cinq ans maximum; la prime est calculée au prorata du pourcentage dans le capital des gérants ou administrateurs qui répondent à cette condition.

La valeur totale des aides à l'installation ne peut dépasser 45 % du montant de l'investissement subsidié, 55 % pour les régions défavorisées ou les zones soumises à des contraintes environnementales particulières.

L'article 19 est abrogé.

**Art. 20.** L'exploitant agricole, qui désire bénéficier des aides prévues à l'article 16, 1° à 4°, introduit auprès d'un des établissements de crédit agréés, une demande en vue de l'obtention d'un prêt pour une durée minimale de 5 ans.

L'Administration établit le budget avec l'exploitant agricole. Ce budget doit démontrer qu'après l'opération envisagée, l'exploitation sera rentable, c'est-à-dire atteindre le revenu seuil régionalisé de l'année de l'installation.

Ce dernier est fixé annuellement par région agricole par le Ministre, et est au maximum égal au revenu de référence. ».

**Art. 11.** Le premier tiret de l'article 28 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« - les investissements visant notamment la réduction des émissions de gaz polluants d'origine agricole; ».

**Art. 12.** L'article 29 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 29. Les aides accordées pour les investissements définis ci-dessus sont :

1. la subvention-intérêt: elle est de 5 % maximum; le taux restant à charge du bénéficiaire ne peut en aucun cas être inférieur à 1 %; elle peut porter sur un montant de 90.000 euros (3.630.591 FB)/UTH, et de 180.000 euros (7.261.182 FB) maximum par exploitation, par période de 6 années consécutives;

2. la garantie publique.

La valeur des aides ne peut en aucun cas dépasser 40 % du montant de l'investissement éligible, 50 % en régions défavorisées.

Les durées de la subvention-intérêt et de la garantie sont reprises en annexe. Le Ministre détermine les cas et la mesure dans lesquels l'aide peut être accordée, en tout ou en partie, sous forme d'amortissement différé. »

**Art. 13.** L'article 31 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 31. 1. Lorsque l'exploitant agricole ne fait pas appel aux organismes de crédit agréés et finance par fonds propres des opérations pour un montant de 2.479 euros (100.003 FB) minimum, et pour des investissements spécifiques qui améliorent sensiblement l'environnement, l'aide pourra être accordée sous forme d'une prime en capital équivalente au montant de la subvention-intérêt définie à l'article 29. »

« Art. 31bis Dans des zones connaissant des problèmes environnementaux aigus reconnues comme telles par le Gouvernement wallon, l'aide est accordée sous forme d'une prime en capital s'élevant au maximum à 40 % du montant de l'investissement éligible, 50 % en régions défavorisées. Le Ministre détermine les modalités d'octroi de cette prime. »

**Art. 14.** L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. L'exploitant agricole, justifiant de la qualification professionnelle suffisante telle que visée à l'article 2, peut bénéficier d'aides spécifiques pour les investissements visant l'amélioration de l'hygiène des denrées alimentaires allant au-delà des normes minimales. Il s'agit des investissements réalisés dans le cadre de la production artisanale au sein de l'exploitation. »

**Art. 15.** L'article 33, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« La valeur des aides ne peut dépasser en aucun cas 40 % du montant de l'investissement subsidiable, 50 % en régions défavorisées. »

**Art. 16.** L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. Lorsque l'exploitant agricole ne fait pas appel aux organismes de crédit agréés et finance par fonds propres des opérations ci-dessus pour un montant de 2.479 euros (100.003 FB) minimum, il peut prétendre à une aide sous forme de prime en capital équivalente au montant de la subvention-intérêt. »

**Art. 17.** Les articles 49 et 50 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 18.** A l'article 57 du même arrêté les mots « article 40 » sont remplacés par les mots « article 44 ».

**Art. 19.** Au chapitre XV, section 3 du même arrêté les mots « aides au fonctionnement » sont remplacés par les mots « aides à l'encadrement. »

**Art. 20.** L'article 66 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Toute demande d'aide prévue au présent arrêté est conditionnée au respect par le demandeur des considérations émises du « Chapitre 5. Description des mesures » du Plan wallon de Développement rural, notamment du point « 1. Conditions générales ».

La référence aux Règlements (CE)1257/1999 et (CE)1750/1999 remplace celle au Règlement CEE/2328/1991 tel que modifié par le Règlement CEE/950/97. »

**Art. 21.** L'article 67 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« L'achat de matériel d'occasion peut être considéré comme dépense éligible dans des cas dûment motivés, lorsque les quatre conditions suivantes sont remplies simultanément :

— une déclaration du vendeur confirmant l'origine exacte du matériel et attestant que celui-ci n'a pas déjà fait l'objet d'une aide régionale, nationale ou communautaire;

— l'achat du matériel constitue un avantage particulier pour le programme ou le projet ou est justifié par des circonstances exceptionnelles, absence de matériel neuf disponible en temps voulu, ce qui compromettrait l'exécution correcte du projet;

— réduction des coûts et partant du montant de l'aide par rapport au coût du même matériel acheté à l'état neuf, avec maintien d'un bon rapport prix-avantage;

— le matériel d'occasion doit présenter les caractéristiques techniques et technologiques nécessaires pour se conformer aux spécifications du projet. ».

**Art. 22.** L'article 69 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« Toutes les pièces justificatives déposées dans le cadre d'un dossier sont présentées à l'administration en original ou en copie certifiée conforme à l'original.

Sauf disposition contraire, les demandes relatives aux aides doivent être introduites au plus tard dans les 2 ans du début des travaux, de l'achat de matériel ou de l'achat de cheptel.

Le délai de validité des conventions de reprise en première installation, non enregistrées, est d'un an.

Toute demande d'une intervention en subvention-intérêt implique pour l'organisme de crédit en condition d'agrément, de joindre au dossier de demande une copie certifiée conforme à l'original de l'acte d'octroi de crédit, ainsi que les annexes éventuelles, signé par les parties. Les organismes de crédit doivent notifier à l'administration les dates des versements successifs opérés dans le cadre de la libération du crédit.

Le recours à des crédits de caisse au débit lors des échéances en capital et intérêts, si le compte du client n'est pas approvisionné, est interdit.

Lors de la dénonciation de crédit, la banque adresse à l'administration copie de la lettre adressée au client, cette lettre de dénonciation doit mentionner un constat détaillé de la situation comptable de chaque crédit au jour de la dénonciation.

En cas de pluralité d'organismes bancaires, celui qui prend l'initiative de la dénonciation est responsable de la concertation avec les autres banques pour une présentation conjointe d'un appel à la garantie.

Une demande de provision en garantie doit être déposée à l'administration dans les trois mois de la date de la lettre de dénonciation. Le paiement de la provision met fin à la charge en intérêts dus par la Région. »

**Art. 23.** Le présent arrêté s'applique aux dossiers introduits à partir du 3 janvier 2000 et dont la pièce justificative la plus ancienne est datée au plus tôt du même jour.

Toutefois pour l'installation de jeunes agriculteurs, le présent arrêté s'applique aux conventions de reprise dont la date d'effet prend cours au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2000. ».

**Art. 24.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature

**Art. 25.** Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 octobre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

#### ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 2927

[C — 2000/27506]

#### **26. OKTOBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, 15. März 1976, 3. August 1981 und 15. Februar 1990;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL) und zur Änderung bzw. Aufhebung bestimmter Verordnungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1750/1999 der Kommission vom 23. Juli 1999 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2603/1999 der Kommission vom 9. Dezember 1999 zur Festlegung von vorläufigen Regeln für die in der Verordnung (EG) Nr. 1257/1999 des Rates vorgesehene Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund der Leitlinien der Gemeinschaft über die staatlichen Beihilfen im Bereich der Landwirtschaft (2000/C 28/02);

Aufgrund der am 25. September 2000 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zu dem Wallonischen Plan für die Entwicklung des ländlichen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;

Aufgrund des am 18. Oktober 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der in Artikel 6, § 3, 5<sup>o</sup> bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, eingefügt durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, vorgesehenen Konzertierung;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung der Europäischen Kommission am 3. Januar 2000 ihr Projekt eines Plans für die Entwicklung des ländlichen Raums für die Wallonische Region vorgelegt hat, in welchem insbesondere die Beschreibung der für die Umsetzung des Plans berücksichtigten Maßnahmen enthalten ist;

In der Erwägung, dass die endgültige Fassung des Plans für die Entwicklung des ländlichen Raums am 1. August 2000 der Europäischen Kommission infolge der Verhandlungen zwischen der Kommission und der Wallonischen Region übermittelt worden ist;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission den Plan für die Entwicklung des ländlichen Raums am 25. September 2000 gebilligt hat;

In der Erwägung, dass die mit diesen Beihilfesystemen verbundenen Ausgaben infolge der Billigung dieses Plans ab dem 3. Januar 2000 zuschussfähig sind;

In der Erwägung, dass es daher unerlässlich ist, die auf dem Gebiet der Beihilfen für Investitionen und bei der Niederlassung in der Landwirtschaft gültigen Rechtsbestimmungen unverzüglich anzupassen, um diese Änderungen ab dem 3. Januar 2000 wirksam zu machen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft werden die nachstehenden Abänderungen angebracht:

1° Der folgende Punkt 15 wird hinzugefügt:

«15. Nebenberuflicher oder nebenbeschäftigter Betriebsinhaber: die natürliche oder juristische Person, die Erzeugnisse aus Landwirtschaft, Gartenbau oder Zucht produziert und die in dieser Eigenschaft über eine Erzeugernummer und eine Mehrwertsteuernummer verfügt und bei einer Sozialversicherungskasse pflichtversichert ist.»

2° Der folgende Punkt 16 wird hinzugefügt:

«16. Großvieheinheit (GVE): in diesem Erlass erhält man die Anzahl der Großvieheinheiten, indem man die Anzahl der Rinder, Pferde, Mutterschafe oder Ziegen mit den folgenden Koeffizienten multipliziert:

— Rinder im Alter von 6 Monaten bis 2 Jahren:	0,6
— Milchkühe:	1,0
— andere Rinder ab 2 Jahren:	1,0
— über 6 Monate alte Pferde:	1,0
— 1 Jahr alte Mutterschafe, Ziegen ab 1 Jahr:	0,15.»

**Art. 2** - In Kapitel III desselben Erlasses werden der Wortlaut «Abschnitt 1. - Beihilfen, für die eine gemeinschaftliche Kofinanzierung des EAGFL gewährt wird» und der Wortlaut «Abschnitt 2. - Zusätzlich zu den durch den EAGFL kofinanzierten Beihilfen gewährte regionale Beihilfen» aufgehoben.

**Art. 3** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch die nachstehende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - Die Beihilfen für die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, deren Anträgen stattgegeben wurde, und deren Betriebsverbesserungspläne genehmigt wurden, sind:

1. eine Zinssubvention für die zur Durchführung des Betriebsverbesserungsplans notwendigen Investitionen, jedoch mit Ausnahme der Aufwendungen für den Kauf von Land und von Schlachtkälbern; beim Kauf von Vieh kann nur die im Betriebsverbesserungsplan vorgesehene Erstbeschaffung berücksichtigt werden;

Diese Zinssubvention bezieht sich auf einen geliehenen Betrag, der 720.000 Euro (29.044.728 BEF) nicht übertreffen darf; was den Gartenbaubereich betrifft, gelten 1.080.000 Euro (43.567.092 BEF) als Höchstbetragsgrenze.

Sie beläuft sich auf höchstens 5% mit einem Minimum von 3% zu Lasten des Landwirts; wenn es sich aber um Investitionen handelt, die den Schutz und die Aufbesserung der Umwelt zum Ziel haben, wird der Mindestsatz zu Lasten des Landwirts auf 1% heruntergebracht; zu diesem Zweck wird, falls erforderlich, die Zinssubvention reduziert;

2. die öffentliche Bürgschaft.

In den benachteiligten Gebieten können die Empfänger der weiter oben vorgesehenen Investitionsbeihilfen eine zusätzliche Prämie erhalten, die 10% der bezuschussten Investition nicht übertreffen darf. Das Kumulieren der Prämie und der Zinssubvention kann nicht zur Folge haben, dass der zu Lasten des Empfängers stehende Zins auf weniger als 2% reduziert wird.»

**Art. 4** - Artikel 7 desselben Erlasses wird wie folgt ergänzt:

«g) den Bau von Betriebsgebäuden oder die im öffentlichen Interesse im Anschluss an eine gesetzliche oder durch umwelttechnische Vorschriften gerechtfertigte Kündigung durchgeführte Aussiedlung von Betriebsgebäuden, sowie Flurverbesserungsarbeiten.»

**Art. 5** - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Sektorgebundene Beschränkungen.

§ 1. Der Milchsektor

Die angeführten Beihilfen dürfen nicht für Investitionen im Bereich der Milcherzeugung gewährt werden, die zu einer Überschreitung der Referenzmenge führen, es sei denn, dass zuvor eine zusätzliche Referenzmenge gewährt oder durch eine Übertragung erhalten wurde.

In diesem Fall werden die Beihilfen nur unter der Bedingung gewährt, dass durch die Investition die Anzahl der Milchkühe nicht über 50 je AKE und auf über 80 je Betrieb heraufgesetzt wird, oder dass sie nicht dazu führt, die Zahl der Milchkühe um mehr als 15% zu erhöhen, wenn der Betrieb über mehr als 1,6 AKE verfügt.

§ 2. Die Schweineproduktion

Zuschussfähig sind nur die Investitionen, die im Rahmen von auf hochqualitative Erzeugnisse spezialisierten Sparten getätigt werden, die, zusätzlich zu der Beachtung der gesetzlichen Bedingungen, dem Rahmen zusätzlicher, in einem genehmigten Lastenheft auferlegte Erfordernisse genügen, und dies soweit die Investitionen unter die Klassen 2 und 3 in Bezug auf die Städtebau- und Umweltgenehmigung fallen.

Der Minister setzt die Auswahlkriterien für diese Produktionssparten fest.

Eine Ausweitung der Produktionskapazität wird nur für die Erzeugnisse angenommen, die in der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 des Rates vom 14. Juli 1992 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel bestimmt werden, für die Agrarerzeugnisse, für welche eine Spezifizitätsbescheinigung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 des Rates gewährt werden kann, für die Erzeugnisse, die in Anwendung des Dekrets vom 7. September 1989 mit einem Gütezeichen versehen sind und für die Erzeugnisse aus der biologischen Landwirtschaft, und die in die Klassen 2 und 3 in Bezug auf Städtebau- und Umweltgenehmigung fallen.

Was die anderen hochqualitativen Produkte betrifft, muss für jedes Projekt eine durch die Verwaltung für gültig erklärte Absatzmöglichkeitsstudie vorgelegt werden.

Der Mindestsatz zu Lasten des Landwirts wird auf 1% heruntergebracht.

Für die Berechnung der Schweineplätze ist zu berücksichtigen, dass eine Zuchtsau 6,5 abgesetzten Mastschweinen entspricht.

§ 3. Die Rindfleischerzeugung

Die oben angeführten Beihilfen für Investitionen im Bereich der Rindfleischerzeugung, mit Ausnahme der Beihilfen im Bereich des Umweltschutzes, der Hygienebedingungen in der Tierhaltung und des Tierschutzes, die nicht mit einer Ausweitung der Produktionskapazität verbunden sind, werden nur für Tierhaltungen gewährt, bei denen die Anzahl von Fleischrindern je Hektar für die Ernährung dieser Rinder benötigter Gesamtfutteranbaufläche im letzten Jahr des Planzeitraums 2 Großvieheinheiten (GVE) nicht übersteigt.

Für Investitionen im Bereich der Erzeugung von hochqualitativen Erzeugnissen, von Erzeugnissen, die in der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 des Rates vom 14. Juli 1992 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel bestimmt werden, von Agrarerzeugnissen, für welche eine Spezifitätsbescheinigung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 des Rates gewährt werden kann, von Erzeugnissen, die in Anwendung des Dekrets vom 7. September 1989 mit einem Gütezeichen versehen sind und von Erzeugnissen aus der biologischen Landwirtschaft, und die in die Klassen 2 und 3 in Bezug auf Städtebau- und Umweltgenehmigung fallen, wird der Mindestsatz zu Lasten des Landwirts auf 1% herabgebracht.

#### § 4. Der Eier-, Geflügel-, Strauß-, Truthahn- und Schwimmvogelsektor und die gleichgestellten Sektoren

Zuschussfähig sind nur die Investitionen, die im Rahmen der von auf hochqualitative Erzeugnisse spezialisierten Sparten getätigt werden, Erzeugnisse, die in der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 des Rates vom 14. Juli 1992 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel bestimmt werden, Agrarerzeugnisse, für welche eine Spezifitätsbescheinigung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 des Rates gewährt werden kann, Erzeugnisse, die in Anwendung des Dekrets vom 7. September 1989 mit einem Gütezeichen versehen sind und Erzeugnisse aus der biologischen Landwirtschaft, und die in die Klassen 2 und 3 in Bezug auf Städtebau- und Umweltgenehmigung fallen. Der Mindestsatz zu Lasten des Landwirts wird auf 1% herabgebracht.»

**Art. 6** - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10 - Der Gesamtwert der Beihilfen darf 40% des Betrags der bezuschussbaren Investition für die Immobilien und 25% für die anderen Investitionsarten, bzw. 50% und 35% in benachteiligten Gebieten, nicht überschreiten. Dieser Höchstbetrag wird bei jedem Antrag überprüft.

Die Dauer der Zinssubvention und der Bürgschaft kann der Anlage entnommen werden.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann, ohne dass die höchsten erlaubten Bezuschussungsbeträge überschritten werden dürfen.»

**Art. 7** - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 11 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuss der Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen ein.

Die Verwaltung vollzieht gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber:

- die Beschreibung der Ausgangssituation des Betriebs und die Beschreibung der Situation nach Durchführung des Verbesserungsplans, bei der von einem Kostenvoranschlag ausgegangen wird;
- die Angabe der Maßnahmen, insbesondere der geplanten Investitionen, um die gewünschten Ziele zu erreichen.
- die Bescheinigung von normalen Absatzmöglichkeiten für die Erzeugnisse.»

**Art. 8** - In Artikel 13 desselben Erlasses wird der Wortlaut « Artikel 10 » durch den Wortlaut « Artikel 6 » ersetzt.

**Art. 9** - Artikel 14 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art 14 - Eine erhöhte Beihilfe wird für Investitionen, die 180.000 Euro (7.261.182 BEF) nicht überschreiten und innerhalb von 5 Jahren nach der Niederlassung vorgenommen werden, gewährt; diese erhöhte Beihilfe besteht aus einer Prämie, die 25% des Betrags der in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Beihilfen entspricht.

Der Gesamtwert der gewährten Beihilfen darf 45% des Betrags der Investition, 55% in benachteiligten Gebieten, nicht überschreiten.»

**Art. 10** - Kapitel IV desselben Erlasses wird durch die folgenden Bestimmungen ersetzt:

#### «Kapitel IV— *Beihilfen für die Niederlassung von jungen Landwirten*

Art. 15 - Die landwirtschaftlichen Betriebsinhaber, die das in Artikel 3 festgelegte Mindestmaß an beruflichen Fähigkeiten für eine Ersterwerbserwerb nachweisen, können die weiter unten stehenden Beihilfen erhalten.

Die angeführten Beihilfen werden ausschließlich für die Niederlassung eines Landwirts gewährt, der sich in einem landwirtschaftlichen Betrieb als Betriebsinhaber niederlässt oder der nach seiner Niederlassung als Nebenerwerbslandwirt damit beginnt, die landwirtschaftliche Tätigkeit als Haupt- oder Teilzeitbeschäftigung zu betreiben.

Die Niederlassung einer natürlichen Person als Betriebsinhaber wird insbesondere durch ihren Anschluss an das sozialrechtliche Statut der selbstständigen Betriebsinhaber und durch jedes andere Dokument belegt, womit das Statut des Antragstellers gegenüber der vorliegenden Regelung festgestellt werden kann.

Die natürliche Person hat innerhalb von höchstens zwei Jahren nach der Niederlassung nachzuweisen, dass sie über das Mindestmaß an beruflichen Fähigkeiten für eine Ersterwerbserwerb verfügt. Sie darf bei der Entscheidung zur Gewährung der Prämie das Alter von 40 Jahren nicht erreicht haben.

Handelt es sich um juristische Personen, wird diese letzte Bedingung bei einem geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer überprüft. Außerdem muss die juristische Person nachweisen, dass jeder geschäftsführende Verwalter oder Geschäftsführer zum Zeitpunkt der Gesellschaftsgründung über das für eine Ersterwerbserwerb ausreichende Mindestmaß an Fähigkeiten verfügt. Diese Bedingung muss beim Einreichen des Antrags erfüllt sein.

Diese Beihilfen werden nur jenen landwirtschaftlichen Betriebsinhabern gewährt, deren Betrieb zwei Jahre nach der Niederlassung einen Arbeitsanfall erreicht, der mindestens einer AKE entspricht.

Art. 16 - Bei den vorgesehenen Beihilfen handelt es sich um:

1° eine Kapitalprämie von höchstens 22.310 Euro (899.983 BEF), oder 24.790 Euro (1.000.026 BEF) in benachteiligten Gebieten, die gewährt wird, wenn die zuschussfähige Niederlassungsinvestition wenigstens 49.580 Euro (2.000.052 BEF) beträgt. Falls die Investition diesen Betrag von 49.580 Euro nicht erreicht, beläuft sich die Prämie auf 45% des Betrags der zuschussfähigen Investition; ein Prozentsatz von 55% gilt für die benachteiligten Gebiete.

Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Auszahlung dieser Prämie.

2° eine Zinssubvention, die für im Rahmen der Niederlassung notwendige Investitionen, deren Wert größer als 49.580 Euro (2.000.052 BEF) und kleiner als 123.950 Euro (5.000.131 BEF) ist, gewährt wird; die Subvention beträgt höchstens 5% und ihr kapitalisierter Wert darf 25.000 Euro (1.008.498 BEF) nicht überschreiten; der zu Lasten des Begünstigten verbleibende Zinssatz darf auf keinen Fall unter 1% stehen; zu diesem Zweck wird gegebenenfalls die Zinssubvention verringert. Ihre Dauer beträgt höchstens 15 Jahre.

3° eine Zinssubvention auf dem Anteil des zuschussfähigen Darlehens, der über 123.950 Euro (5.000.131 BEF) und unter 309.867 Euro (12.500.004 BEF) steht; die Subvention beträgt höchstens 5%, wobei der zu Lasten des Begünstigten verbleibende Zinssatz auf keinen Fall kleiner als 1% sein darf; zu diesem Zweck wird gegebenenfalls die Zinssubvention verringert. Ihre Dauer beträgt höchstens 10 Jahre. Der Wert dieser Beihilfe darf 25.000 Euro (1.008.498 BEF) nicht überschreiten.

4° die öffentliche Bürgschaft.

Der kumulierte Gesamtwert der Beihilfen für die Niederlassung der jungen Landwirte darf 75.000 Euro (3.025.493 BEF) nicht überschreiten. Die Dauer der Bürgschaft kann der Anlage entnommen werden.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.

In den benachteiligten Gebieten können die Empfänger der in den oben erwähnten Punkten 2° und 3° Beihilfen für die Niederlassung eine zusätzliche Prämie erhalten, die 10% der bezuschussten Investition nicht überschreiten darf.

Das Kumulieren der Prämie und der Zinssubventionen darf nicht zur Folge haben, dass der zur Last des Empfängers fallende Zinssatz weniger als 0,5% beträgt.

Art. 17 – Bei den berücksichtigten Investitionen handelt es sich um:

- die Übernahme oder den Ankauf von Vieh oder Ausrüstungen;
- die Übernahme der Lagerbestände zu einem Höchstbetrag von 12.395 Euro (500.013 BEF) je Betrieb;
- die Entschädigung für den Nacheffekt der Düngung zu einem Höchstbetrag von 248 Euro (10.004 BEF) je Ha;
- die Entschädigung für bestehende, schon wachsende Kulturen zu einem Höchstbetrag von 747 Euro (30.134 BEF) je Ha;
- im Falle der Übernahme eines als Gesellschaft funktionierenden Betriebs wird die Beihilfe unter denselben Bedingungen für den Rückkauf der Anteile auf der Grundlage einer durch einen durch das Institut der Betriebsrevisoren zugelassenen Betriebsrevisor erstellten Begutachtung mit detaillierter Bestandsaufnahme gewährt.»

Art. 18 – Die natürlichen Personen müssen seit höchstens fünf Jahren bei der Verwaltung der Direkten Steuern des Finanzministeriums als selbstständige Betriebsinhaber geführt werden.

Handelt es sich um juristische Personen, müssen der (die) Verwalter oder Geschäftsführer zum Zeitpunkt des Einreichens ihres Antrags seit höchstens fünf Jahren bei der Verwaltung der Direkten Steuern des Finanzministeriums als «Selbstständige» geführt werden; die Prämien sind verhältnismäßig zum Prozentsatz des Kapitals der Verwalter oder Geschäftsführer, die diese Bedingung erfüllen, berechnet.

Der Gesamtwert der Beihilfen für die Niederlassung darf 45% des Betrags der bezuschussten Investition, 55% in benachteiligten Gebieten oder in Zonen mit besonderen umweltbedingten Belastungen, nicht überschreiten.

Artikel 19 wird aufgehoben.

Art. 20 – Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der in den Genuss der in Artikel 16, 1° bis 4° vorgesehenen Beihilfen gelangen möchte, reicht bei einer der anerkannten Kreditanstalten einen Antrag auf ein Darlehen für eine Mindestdauer von 5 Jahren ein.

Die Verwaltung legt gemeinsam mit dem landwirtschaftlichen Betriebsinhaber den Haushalt fest. Dieser Haushalt muss beweisen, dass der Betrieb nach der geplanten Maßnahme wirtschaftlich arbeiten wird, d. h. dass das regionale Mindesteinkommen des Niederlassungsjahres erreicht wird.

Dieses Einkommen wird jährlich durch den Minister für jedes landwirtschaftliche Gebiet festgelegt und entspricht höchstens dem Referenzeinkommen.»

**Art. 11** - Der erste Strich von Artikel 28 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«- die Investitionen, die insbesondere die Reduzierung der Emission von luftverunreinigenden Gasen landwirtschaftlichen Ursprungs betreffen;»

**Art. 12** - Artikel 29 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 29 – Bei den für die vorangehend definierten Investitionen gewährten Beihilfen handelt es sich um:

1. Die Zinssubvention: sie beträgt maximal 5%; der zu Lasten des Beihilfeempfängers verbleibende Zinssatz darf in keinem Fall unter 1% liegen; sie wird gewährt für einen Höchstbetrag von 90.000 Euro (3.630.591 BEF) je AKE und von maximal 180.000 Euro (7.261.182 BEF) je Betrieb, jeweils für einen Zeitraum von sechs aufeinanderfolgenden Jahren;

2. die öffentliche Bürgschaft.

Der Betrag der Beihilfen darf in keinem Fall 40% des Betrags der zuschussfähigen Investition, 50% in benachteiligten Gebieten, überschreiten.

Die Dauer der Zinssubvention und der Bürgschaft ist der Anlage zu entnehmen.

Der Minister legt fest, in welchen Fällen und in welchem Maße die Beihilfe vollständig oder teilweise in der Form einer aufgeschobenen Tilgung des Darlehens gewährt werden kann.»

**Art. 13** - Artikel 31 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 31.1. – Wendet der landwirtschaftliche Betriebsinhaber sich nicht an anerkannte Kreditanstalten und finanziert er Operationen über einen Betrag von mindestens 2.479 Euro (100.003 BEF) über Eigenmittel, und für spezifische Investitionen, die die Umwelt bedeutend verbessern, wird man die Beihilfe in der Form einer Kapitalprämie, die dem Betrag der in Artikel 29 bestimmten Zinssubvention entspricht, gewähren können.»

«Art. 31 bis – In Gebieten, die mit schwierigen Umweltproblemen konfrontiert werden, und als solche durch die Wallonische Regierung anerkannt werden, wird die Prämie in der Form einer Kapitalprämie gewährt, die sich auf maximal 40% des Betrags der zulässigen Investition, 50% in benachteiligten Gebieten, beläuft.»

**Art. 14** - Artikel 32 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:



« Art. 32 - Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der die in Artikel 2 festgelegte ausreichende berufliche Qualifikation aufweist, kann für Investitionen zur Verbesserung der Hygiene der Lebensmittel, die die Mindestnormen übertreffen, in den Genuss von spezifischen Beihilfen gelangen. Es handelt sich um die im Rahmen der handwerklichen Tätigkeit in dem Betrieb getätigten Investitionen. »

**Art. 15** - Artikel 33, Absatz 2 desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ersetzt:

« Der Wert der Beihilfen darf in keinem Fall 40% des Betrags der bezuschussbaren Investition, 50% in benachteiligten Gebieten, übertreffen. »

**Art. 16** - Artikel 35 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 35 - Wendet der landwirtschaftliche Betriebsinhaber sich nicht an anerkannte Kreditanstalten und finanziert er oben erwähnte Operationen über einen Betrag von mindestens 2.479 Euro (100.003 BEF) über Eigenmittel, so darf er eine Beihilfe in der Form einer dem Betrag der Zinssubvention entsprechenden Kapitalprämie beanspruchen. »

**Art. 17** - Die Artikel 49 und 50 desselben Erlasses werden aufgehoben.

**Art. 18** - In Artikel 57 desselben Erlasses wird der Wortlaut « Artikel 40 » durch den Wortlaut « Artikel 44 » ersetzt.

**Art. 19** - In Kapitel XV, Abschnitt 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut « Betriebsbeihilfe » durch den Wortlaut « Begleitungsbeihilfe » ersetzt.

**Art. 20** - Artikel 66 desselben Erlasses wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

« Jeder in dem vorliegenden Erlass vorgesehene Antrag auf Beihilfe unterliegt der Beachtung durch den Antragsteller der in « Kapitel 5 - Beschreibung der Maßnahmen » des Wallonischen Plans für die Entwicklung des ländlichen Raums, insbesondere in Punkt « 1. Allgemeine Bedingungen » abgegebenen Erwägungen.

Der Bezug auf die Verordnungen (EG) 1257/1999 und (EG) 1750/1999 ersetzt den Bezug auf die Verordnung EWG/2328/1991, so wie durch die Verordnung EWG/950/97 abgeändert.

**Art. 21** - Artikel 67 desselben Erlasses wird durch den folgenden Absatz ergänzt:

« Der Ankauf von gebrauchtem Material kann in ordnungsgemäß begründeten Fällen als eine zuschussfähige Ausgabe betrachtet werden, wenn die folgenden vier Bedingungen gleichzeitig erfüllt werden:

— eine Erklärung des Verkäufers liegt vor, in der die genaue Herkunft des Materials bestätigt wird und in der bescheinigt wird, dass es noch nicht Gegenstand einer regionalen, nationalen oder gemeinschaftlichen Beihilfe gewesen ist;

— der Ankauf des Materials stellt für das Programm oder das Projekt einen besonderen Vorteil dar oder wird durch außerordentliche Umstände, Fehlen von neuem, rechtzeitig verfügbarem Material begründet, was die korrekte Durchführung des Projektes gefährden würde;

— Reduzierung der Kosten und daher des Betrags der Beihilfe im Vergleich zum Preis des gleichen, im neuwertigen Zustand gekauften Materials, mit Erhaltung eines guten Preis-Vorteil-Verhältnisses;

— das gebrauchte Material muss die technischen und technologischen Merkmale aufweisen, die es mit den Spezifikationen des Projekts in Übereinstimmung bringen. »

**Art. 22** - Artikel 69 desselben Erlasses wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

« Alle im Rahmen eines Antrags hinterlegten Belege werden der Verwaltung in der Originalfassung oder als gleichlautend genehmigte Abschrift vorgelegt.

Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, müssen die Anträge bezüglich der Beihilfen spätestens innerhalb von 2 Jahren nach dem Beginn der Arbeiten, dem Ankauf des Materials oder des Viehs eingereicht werden.

Die Gültigkeitsfrist der nicht registrierten Übernahmevereinbarungen bei Erstniederlassungen beträgt ein Jahr.

Jeglicher Antrag auf Beihilfe durch Zinssubvention setzt für die Kreditanstalt als Zulassungsbedingung voraus, dass dem Antrag eine als gleichlautend genehmigte Abschrift der durch die Parteien unterschriebenen Urkunde bezüglich der Kreditgewährung und der etwaigen Anlagen beigefügt wird. Die Kreditanstalten müssen der Verwaltung die Daten der im Rahmen der Kredittilgung getätigten aufeinanderfolgenden Zahlungen bekannt geben.

Das Zurückgreifen auf Überziehungskredit bei den Fälligkeitsterminen für Kapital und Zinsen ist verboten, wenn das Konto des Kunden kein Guthaben aufweist.

Bei Kreditaufkündigung übermittelt die Bank der Verwaltung eine Abschrift des an den Kunden zugeschickten Briefes, wobei dieser Aufkündigungsbrief eine genaue Bestandsaufnahme des buchmäßigen Standes eines jeden Kredites am Tage der Aufkündigung enthalten muss.

Falls mehrere Kreditanstalten involviert sind, ist diejenige, die die Initiative bezüglich der Aufkündigung ergreift, für die Absprache mit den anderen Banken bezüglich einer gemeinsamen Vorlegung eines Antrags auf Bürgschaft verantwortlich.

Ein Antrag auf Bürgschaftsdeckung muss bei der Verwaltung innerhalb von drei Monaten ab dem Datum des Aufkündigungsbriefes eingereicht werden. Die Auszahlung des Deckungsbetrags setzt der durch die Region geschuldeten Zinslast ein Ende.»

**Art. 23** - Der vorliegende Erlass gilt für die ab dem 3. Januar 2000 eingereichten Anträge, deren ältester Beleg frühestens am selben Tag datiert wurde.

Was aber die Niederlassung der jungen Landwirte betrifft, gilt der vorliegende Erlass für die Übernahmevereinbarungen, deren Auswirkungsdatum frühestens auf den 1. Januar 2000 fällt.

**Art. 24** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 25** - Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten wird mit der Durchführung diese Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Oktober 2000

Der Minister-Präsident,  
J-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

## VERTALING

N. 2000 — 2927

[C — 2000/27506]

**26 OKTOBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997  
betreffende steun aan de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL) en tot wijziging en instelling van een aantal verordeningen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1750/1999 van de Commissie van 23 juli 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

Gelet op Verordening (EG) nr. 2603/1999 van de Commissie van 9 december 1999 tot vaststelling van overgangsbepalingen inzake de in Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad voorziene steun voor plattelandontwikkeling;

Gelet op de krachtlijnen van de Commissie inzake de overheidssteun aan de landbouw (2000/C 28/02);

Gelet op de goedkeuring door de Europese Commissie van het Waalse Plan voor Plattelandontwikkeling, gegeven op 25 september 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting;

Gelet op het overleg waarin voorzien wordt door de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in artikel 6, § 3bis, 5°, ingevoegd in de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de Waalse Regering het ontwerp van plan voor plattelandontwikkeling, met o.a. een overzicht van de geplande maatregelen voor de uitvoering van het plan, aan de Europese Commissie heeft overgemaakt op 3 januari 2000;

Overwegende dat de laatste versie van het plan voor plattelandontwikkeling, die het resultaat is van de onderhandelingen tussen de Commissie en de Waalse overheden, aan de Europese Commissie is overgemaakt op 1 augustus 2000;

Overwegende dat de Europese Commissie het plan voor plattelandontwikkeling heeft goedgekeurd op 25 september 2000;

Overwegende dat de uitgaven voor deze steunstelsels na goedkeuring van het plan in aanmerking kunnen komen vanaf 3 januari 2000;

Overwegende dat de huidige Waalse steunregeling voor investeringen en installatie in de landbouw zo spoedig mogelijk moet worden aangepast zodat deze wijzigingen in werking kunnen treden op 3 januari 2000;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw wordt gewijzigd als volgt :

1° Er wordt een punt 15 toegevoegd, luidend als volgt :

« 15. Landbouwer onder aanvullende of bijkomende titel : de natuurlijke of rechtspersoon die een landbouw-, tuinbouw- of veeteeltbedrijf uitbaat, in die hoedanigheid over een producentnummer en een BTW-nummer beschikt en aangesloten is bij een sociale verzekeringskas. »

2° Er wordt een punt 16 toegevoegd, luidend als volgt :

« 16. Grootvee-eenheid (GVE) : in dit besluit wordt het aantal grootvee-eenheden berekend door het aantal runderen, paarden, schapen of geiten te vermenigvuldigen met de volgende coëfficiënten :

— runderen van 6 maanden tot 2 jaar :	0.6
— melkkoeien :	1.0
— andere runderen van 2 jaar en ouder :	1.0
— paarden ouder dan 6 maanden :	1.0
— schapen van 1 jaar en ouder, geiten van 1 jaar en ouder :	0.15. »

**Art. 2.** In hoofdstuk III van hetzelfde besluit worden de opschriften "Sectie 1. Steunregelingen met de medefinanciering van het EOGFL" en "Sectie 2 : Gewestelijke steun die de door het EOGFL medegefinancierde steun aanvult" opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De landbouwers van wie de aanvragen aanvaard worden en de verbeteringsplannen goedgekeurd zijn, komen in aanmerking voor :

1. een rentesubsidie voor investeringen die nodig zijn voor de uitvoering van het verbeteringsplan, met uitzondering evenwel van de uitgaven voor de aankoop van grond en van slachtkalveren; wat de aankoop van levend vee betreft, wordt enkel rekening gehouden met de eerste aankoop waarin het verbeteringsplan voorziet.

Deze rentesubsidie slaat op een lening die niet meer dan 720.000 euro (29.044.728 BEF) bedraagt; voor de tuinbouwsector bedraagt het plafond 1.080.000 euro (43.567.092 BEF).

De subsidie bedraagt maximum 5 %, waarvan minstens 3 % ten laste van de landbouwer; bij investeringen voor milieubescherming en -bevordering wordt het percentage ten laste van de landbouwer evenwel tot 1 % teruggebracht; daartoe wordt de rentesubsidie zo nodig verminderd;

2. de overheidsgarantie.

In minder ontwikkelde regio's kunnen de personen die bovenbedoelde investeringssteun genieten, in aanmerking komen voor een aanvullende premie die niet meer mag bedragen dan 10 % van de gesubsidieerde investering. De cumulatie van de premie en de rentesubsidie mag niet als gevolg hebben dat de rente ten laste van de begunstigde tot minder dan 2 % teruggebracht wordt. »

**Art. 4.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« g) de oprichting van bedrijfsgebouwen, de verplaatsing van bedrijfsgebouwen wegens algemeen nut, of na een wettelijke opzegging of een opzegging gewettigd door milieuvoorschriften, alsmede grondverbeteringswerken. »

**Art. 5.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Sectorale beperkingen

§ 1 : Melksector

De bedoelde steun mag niet worden verleend voor investeringen in de sector van de melkproductie die leiden tot overschrijding van de referentiehoeveelheid, behalve wanneer vooraf een extra referentiehoeveelheid is toegestaan of via overdracht is verkregen.

In dat geval wordt de steun slechts verleend indien de investering niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien tot meer dan 50 per VAK en meer dan 80 per bedrijf stijgt of, indien het bedrijf over meer dan 1,6 VAK beschikt, niet tot gevolg heeft dat het aantal melkkoeien met meer dan 15 % stijgt.

§ 2. Varkenssector

De steun wordt slechts verleend voor investeringen i.v.m. productieketens met een gedifferentieerde kwaliteit; hierbij moeten niet alleen de wettelijke eisen in acht worden genomen, maar ook bijkomende verplichtingen worden nagekomen die vastliggen in een erkend bestek. De investeringen moeten deel uitmaken van de klassen 2 en 3 inzake stedenbouw- en milieuvergunning.

De Minister bepaalt de criteria op grond waarvan die ketens in aanmerking komen voor subsidies.

De capaciteit mag slechts verhoogd worden voor de producten bedoeld in Verordening (EEG) nr. 2081/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen, voor landbouwproducten die in aanmerking komen voor een specificiteitscertificering krachtens Verordening (EEG) nr. 2082/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen, voor producten voorzien van een kwaliteitslabel krachtens het decreet van 7 september 1989 en voor biologische landbouwproducten, en die deel uitmaken van de klassen 2 en 3 inzake de stedenbouw- en milieuvergunning.

Voor de andere producten met een gedifferentieerde kwaliteit moet voor elk project een studie van de afzetmogelijkheden overgemaakt worden en door het Bestuur gevalideerd worden.

Het minimale percentage ten laste van de landbouwer wordt tot 1 % teruggebracht.

Bij de berekening van het aantal plaatsen komt een fokzeug overeen met 6,5 mestvarkens.

§ 3 : Rundvleessector

Met uitzondering van de steun voor milieubescherming, de hygiëne in de veehouderijen en het welzijn van de dieren als er geen capaciteitsverhoging is, wordt bovenbedoelde steun voor investeringen in de rundvleessector slechts verleend aan veehouderijen met, in het laatste jaar van het plan, niet meer dan 2 grootvee-eenheden (GVE) per hectare voedergewassen bestemd voor de voeding van de runderen.

Het minimale percentage ten laste van de landbouwer wordt teruggebracht tot 1 % voor investeringen i.v.m. een productie met een gedifferentieerde kwaliteit, met name voor de producten bedoeld in Verordening (EEG) nr. 2081/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen, voor de landbouwproducten die in aanmerking komen voor een specificiteitscertificering krachtens Verordening (EEG) nr. 2082/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen, voor de producten voorzien van een kwaliteitslabel krachtens het decreet van 7 september 1989 en de biologische landbouwproducten en die deel uitmaken van de klassen 2 en 3 inzake de stedenbouw- en milieuvergunning.

§ 4. Sectoren eieren en pluimvee, struisvogels, kalkoenen, zwemvogels en gelijkgestelde diersoorten

Steun wordt slechts verleend voor investeringen i.v.m. productieketens met een gedifferentieerde kwaliteit, de producten bedoeld in Verordening (EEG) nr. 2081/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen, de landbouwproducten die in aanmerking komen voor een specificiteitscertificering krachtens Verordening (EEG) nr. 2082/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen, de producten voorzien van een kwaliteitslabel krachtens het decreet van 7 september 1989 en de biologische landbouwproducten die deel uitmaken van de klassen 2 en 3 inzake de stedenbouw- en milieuvergunning.

Het minimale percentage ten laste van de landbouwer wordt tot 1 % teruggebracht. »

**Art. 6.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Het totaalbedrag van de steun mag niet hoger zijn dan 40 % van het bedrag van de subsidieerbare investering voor onroerende goederen en dan 25 % voor de andere soorten investeringen, en dan respectievelijk 50 % en 35 % in de minder ontwikkelde regio's. Bij elke aanvraag wordt nagegaan of deze plafonds in acht worden genomen.

De looptijd van de rentesubsidie en van de garantie wordt in bijlage vermeld. De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening kan worden verleend op voorwaarde dat het bedrag ervan niet hoger is dan de opgelegde plafonds. »

**Art. 7.** Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. De landbouwer die steun wil genieten, moet een leningaanvraag bij een erkende kredietinstelling indienen.

Het Bestuur en de landbouwer bezorgen samen :

- een beschrijving van het bedrijf vóór en na toepassing van het verbeteringsplan, op basis van een begroting;
- een lijst van de maatregelen, met name van de investeringen die uitgevoerd moeten worden om de beoogde resultaten te behalen;

— het bewijs van normale afzetmarkten voor de producten. »

**Art. 8.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de termen "artikel 10" vervangen door de termen "artikel 6".

**Art. 9.** Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Er wordt een verhoogde steun verleend voor investeringen van minder dan 180.000 euro (7.261.182 BEF) die binnen 5 jaar na de vestiging worden verricht; deze verhoogde steun is een premie die gelijk is aan 25 % van het bedrag van de in artikel 6 van dit besluit bedoelde steun.

Het bedrag van de steun mag niet hoger zijn dan 45 % van het bedrag van de investering waarvoor hij wordt verleend en dan 55 % in de minder ontwikkelde regio's. »

**Art. 10.** Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

*"Hoofdstuk IV. — Vestigingssteun aan jonge landbouwers*

Art. 15. Landbouwers die kunnen aantonen dat ze beschikken over de vereiste minimale vakbekwaamheid voor eerste vestiging, zoals bepaald in artikel 3, komen in aanmerking voor de onderstaande steunregelingen.

De bedoelde steun is bestemd voor de vestiging van een landbouwer die zich als bedrijfshoofd op een landbouwbedrijf vestigt of die, na zijn vestiging als nevenactiviteit, de landbouw als hoofdberoep of deeltijds begint uit te oefenen.

De vestiging van een natuurlijke persoon als bedrijfshoofd wordt bevestigd als hij onder het sociaal statuut voor zelfstandige bedrijfshoofden valt en aan de hand van elk ander document op grond waarvan zijn statuut t.o.v. van deze regelgeving kan worden vastgelegd.

Een natuurlijke persoon moet binnen maximum 2 jaar na zijn vestiging aantonen dat hij beschikt over de vereiste minimale vakbekwaamheid voor eerste vestiging. Hij moet jonger zijn dan 40 jaar wanneer beslist wordt hem steun te verlenen.

In het geval van een rechtspersoon moet deze voorwaarde vervuld worden uit hoofde van een gedelegeerd bestuurder of een zaakvoerder. Een rechtspersoon moet bovendien bewijzen dat de gedelegeerd bestuurder of zaakvoerder bij zijn oprichting over de minimale vakbekwaamheid voor eerste vestiging beschikt. Deze voorwaarde moet vervuld zijn bij de indiening van het dossier.

De steun wordt slechts verleend aan landbouwers van wie het bedrijf maximum 2 jaar na de vestiging een werkvolume van ten minste één VAK zal vereisen.

Art. 16. De bedoelde steun bestaat uit :

1° een kapitaalpremie van maximum 22.310 euro (899.983 BEF) of 24.790 euro (1.000.026 BEF) in de minder ontwikkelde regio's, als de vestigingsinvestering waarop hij slaat minstens 49.580 euro (2.000.052 BEF) bedraagt. Voor investeringen onder 49.580 euro bedraagt de premie 45 %, of 55 % in de minder ontwikkelde regio's, van het investeringsbedrag waarop hij slaat.

De Minister bepaalt de nadere regels voor de betaling van de premie;

2° een rentesubsidie voor vestigingsinvesteringen hoger dan 49.580 euro (2.000.052 BEF) maar lager dan 123.950 euro (5.000.131 BEF); de subsidie bedraagt maximum 5 % en de gekapitaliseerde waarde ervan mag niet groter zijn dan 25.000 euro (1.008.498 BEF); de rente ten laste van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 1 %; daartoe wordt de rentesubsidie zo nodig verminderd. Ze loopt maximum 15 jaar;

3° een rentesubsidie op het gedeelte van de lening waarop hij slaat en die meer dan 123.950 euro (5.000.131 BEF) en minder dan 309.867 euro (12.500.004 BEF) bedraagt; de subsidie bedraagt maximum 5 % en de rente ten laste van de begunstigde mag in geen geval lager zijn dan 1 %. Daartoe wordt de rentesubsidie zo nodig verminderd. Ze loopt maximum 10 jaar. De steun mag niet meer dan 25.000 euro (1.008.498 BEF) bedragen;

4° de overheidsgarantie.

Het totaalbedrag van de steun voor vestiging van jonge landbouwers mag niet hoger zijn dan 75.000 euro (3.025.493 BEF). De looptijd van de garantie wordt in de bijlage vermeld.

De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen van de lening.

In de minder ontwikkelde regio's kunnen de rechthebbenden op de vestigingssteun bedoeld in 2° en 3° een aanvullende premie genieten die niet hoger mag zijn dan 10 % van de gesubsidieerde investering.

De cumulatie van de premie en de rentesubsidie mag niet als gevolg hebben dat de rente ten laste van de begunstigde tot minder dan 0.5 % wordt teruggebracht.

Art. 17. Als vestigingsinvesteringen worden beschouwd :

- de overname of de aankoop van levend vee en materiaal;
- de overname van voorraden tot maximum 12.395 euro (500.013 BEF) per bedrijf;
- de vergoeding van navetten tot maximum 248 euro (10.004 BEF) per ha;
- de vergoeding van groeiende teelten tot maximum 747 euro (30.134 BEF) per ha;
- bij een bedrijfsovername in de vorm van een vennootschap, wordt de steun onder dezelfde voorwaarden verleend voor de terugkoop van aandelen op grond van een expertise (met een uitvoerig inventaris) verricht door een door het Instituut der bedrijfsrevisoren erkende bedrijfsrevisor. »

Art. 18. Natuurlijke personen moeten sedert hoogstens vijf jaar als "zelfstandige" bekend staan bij het Bestuur der directe belastingen van het Ministerie van Financiën.

Wat de rechtspersonen betreft, moet(en) de zaakvoerder(s) of bestuurder(s), op het ogenblik van de indiening van de aanvraag, ten hoogste vijf jaar als "zelfstandige" bekend staan bij het Bestuur der directe belastingen van het Ministerie van Financiën; de premie wordt berekend naar verhouding van het aandeel in het maatschappelijk kapitaal van de zaakvoerders en bestuurders die aan deze voorwaarde voldoen.

Het totaalbedrag van de vestigingssteun mag niet hoger zijn dan 45 % van de gesubsidieerde investering en dan 55 % voor de minder ontwikkelde regio's of de gebieden die moeten voldoen aan specifieke milieuvoorschriften.

Artikel 19 wordt opgeheven.

Art. 20. De landbouwer die de in artikel 16, 1° à 4°, bedoelde steun wenst te genieten, moet bij een erkende kredietinstelling een lening aanvragen die minimum 5 jaar loopt.

Het Bestuur maakt het budget met de landbouwer op. Daaruit moet blijken of het bedrijf na de geplande verrichting rendabel zal zijn, m.a.w. of het geregionaliseerde drempelinkomen van het vestigingsjaar bereikt zal zijn. Deze drempel wordt jaarlijks per landbouwstreek door de Minister vastgesteld en mag niet hoger zijn dan het referentie-inkomen. »

**Art. 11.** Artikel 28, eerste streepje, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« – investeringen tot vermindering van emissies van verontreinigende gassen van landbouwkundige oorsprong:”.

**Art. 12.** Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. De steun voor bovenbedoelde investeringen bestaat uit :

1. de rentesubsidie : ze bedraagt maximum 5 % terwijl de rente ten laste van de begunstigde in geen geval lager mag zijn dan 1 %; ze kan 90.000 euro (3.630.591 BEF)/VAK en maximum 180.000 euro (7.261.182 BEF) per bedrijf bedragen en wordt verleend voor een periode van zes achtereenvolgende jaren;

2° de overheidsgarantie.

Het bedrag van de steun mag in geen geval hoger zijn dan 40 % van het bedrag van de investering waarop hij slaat en dan 50 % in de minder ontwikkelde regio's. De looptijd van de rentesubsidie en van de garantie wordt in de bijlage vermeld.

De Minister bepaalt de gevallen en de mate waarin de steun geheel of gedeeltelijk kan worden verleend in de vorm van uitgestelde aflossingen.

**Art. 13.** Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. 1. De landbouwer die geen beroep doet op erkende kredietinstellingen en eigen kapitaal gebruikt voor de financiering van verrichtingen die minimaal 2479 euro (100.003 BEF) bedragen en voor bijzondere investeringen ter bescherming van het milieu, kan steun genieten in de vorm van een kapitaalpremie gelijk aan het bedrag van de rentesubsidie bedoeld in artikel 29”.

« Art. 31bis. In gebieden waarvan de Waalse Regering acht dat ze met ernstige milieuproblemen te kampen hebben, wordt de steun verleend in de vorm van een kapitaalpremie die niet hoger is dan 40 % van het bedrag van de investering waarop hij slaat en dan 50 % in de minder ontwikkelde regio's. De Minister bepaalt de nadere regels voor de toekenning van deze premie. »

**Art. 14.** Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. De landbouwer die bewijst dat hij beschikt over de vereiste minimale vakbekwaamheid, zoals bedoeld in artikel 2, kan specifieke steun genieten voor investeringen ter verbetering van de hygiëne van levensmiddelen boven de minimale normen. Het gaat om investeringen in het kader van de ambachtelijke productie binnen het bedrijf. »

**Art. 15.** Artikel 33, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de steun mag niet hoger zijn dan 40 % van de subsidieerbare investering en dan 50 % in de minder ontwikkelde regio's. »

**Art. 16.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. De landbouwer die geen beroep doet op de erkende kredietinstellingen en de bovenbedoelde verrichtingen voor minimum 2479 euro (100.003 BEF) met eigen kapitaal financiert, kan steun genieten in de vorm van een kapitaalpremie gelijk aan het bedrag van de rentesubsidie. »

**Art. 17.** De artikelen 49 en 50 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 18.** In artikel 57 van hetzelfde besluit worden de termen "artikel 40" vervangen door de termen "artikel 44".

**Art. 19.** In hoofdstuk XV, sectie 3, van hetzelfde besluit worden de woorden "steun voor de werking" vervangen door de woorden "steun voor begeleiding".

**Art. 20.** Artikel 66 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Elke steunverlening bedoeld in dit besluit wordt gekoppeld aan de inachtneming van de voorschriften bedoeld in "Hoofdstuk 5. Beschrijving van de maatregelen" van het Waalse Plan voor Plattelandsontwikkeling, inzonderheid punt 1 "Algemene voorwaarden". Er wordt niet meer verwezen naar Verordening EEG/2328/1991, zoals gewijzigd bij Verordening EEG/950/97, maar naar de Verordeningen (EG) 1257/1999 en (EG) 1750/1999. »

**Art. 21.** Artikel 67 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De aankoop van tweedehands materiaal kan, in behoorlijk gemotiveerde gevallen, beschouwd worden als een uitgave waarvoor steun kan worden verleend als tegelijkertijd wordt voldaan aan de volgende vier voorwaarden :

— een aangifte van de verkoper met de exacte herkomst van het materiaal, die bevestigt dat het niet in aanmerking is gekomen voor gewestelijke, federale of gemeenschappelijke steun;

— de aankoop van materiaal is een bijzonder voordeel voor het programma of het project of wordt gerechtvaardigd door uitzonderlijke omstandigheden of door het gebrek aan nieuw materiaal te gelegener tijd, waardoor de vlotte uitvoering van het project in het gedrang zou komen;

— beperking van de kosten en, bijgevolg, van het steunbedrag t.o.v. de prijs van dat nieuwe materiaal, met handhaving van een goede verhouding prijs-voordeel;

— het tweedehands materiaal moet de nodige technische en technologische eigenschappen vertonen om te beantwoorden aan de specificaties van het project. »

**Art. 22.** Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Voor alle bewijsstukken betreffende een dossier wordt een origineel exemplaar of een voor eensluidend verklaard afschrift aan het Bestuur overgemaakt.

Behalve andersluidende bepaling, worden de steunaanvragen ingediend uiterlijk binnen 2 jaar na het begin van de werken of na de aankoop van materiaal of vee. De niet-geregistreerde overeenkomsten betreffende de overname in eerste vestiging gelden één jaar.

Elke aanvraag om rentesubsidie houdt in dat de kredietinstelling die de erkenningsvoorwaarden vervult, de volgende stukken bij het aanvraagdossier voegt : een voor eensluidend verklaard afschrift van de door de partijen ondertekende akte van kredietverlening, alsmede de eventuele bijlagen. De kredietinstelling geeft het bestuur kennis van de data van de opeenvolgende stortingen die in het kader van de betaling van het krediet worden verricht.

Als de rekening van de cliënt niet bevoorrad is, mag geen beroep worden gedaan op kaskredieten in debet op de vervaldatum voor de betaling in kapitaal en renten.

Bij de opzegging van het krediet bezorgt de bank het bestuur een afschrift van de aan de cliënt gestuurde brief; de opzeggingsbrief moet een uitvoerig overzicht geven van de boekhoudkundige toestand van elk krediet op de dag van de opzegging ervan.

Als er meer bankinstellingen zijn, zorgt de initiatiefnemer van de opzegging voor overleg met de andere banken met het oog op de gezamenlijke voorlegging van een oproep tot garantie.

Een aanvraag om garantievoorschot wordt binnen drie maanden na de datum van de opzeggingsbrief bij het bestuur ingediend. De betaling van het voorschot maakt een einde aan de door het Gewest verschuldigde interestenlast.

**Art. 23.** Dit besluit is van toepassing op de dossiers die ingediend worden na 3 januari 2000 en waarvan het oudste bewijsstuk op z'n vroegst van dezelfde dag gedateerd is.

Voor de vestiging van jonge landbouwers is dit besluit evenwel van toepassing op de overnameovereenkomsten die in werking treden op 1 januari 2000 op z'n vroegst.

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 25.** De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 26 oktober 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2000 — 2928

[C — 2000/27511]

### 26 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant le barème des redevances et des péages du Port autonome de Charleroi

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiées par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu les délibérations du Conseil d'administration du Port autonome de Charleroi du 19 avril 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 21 septembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, en date du 20 octobre 2000;

Considérant qu'il importe de permettre au Port autonome de Charleroi d'appliquer, au plus tôt, la disposition décidée par le Conseil d'administration en matière de taxes et redevances;

Sur la proposition du Ministre de l'Équipement et des Travaux publics,

Arrête :

#### **Article 1<sup>er</sup>.** 1. Redevances d'occupation

##### A. Concessions à terme

Le domaine portuaire est divisé en zones selon leur situation et leur équipement.

Par zone, la redevance annuelle est fixée comme suit :

Zone A1 : zone de quai située en agglomération raccordée au chemin de fer : 64 FB/m<sup>2</sup> ;

Zone A2 : zone de quai située en agglomération non raccordée au chemin de fer : 32 FB/m<sup>2</sup>;

Zone A3 : zone de quai située hors agglomération raccordée au chemin de fer : 32 FB/m<sup>2</sup>;

Zone A4 : zone de quai située hors agglomération non raccordée au chemin de fer : 16 FB/m<sup>2</sup>;

Zone B1 : terrain industriel situé en agglomération raccordé au chemin de fer : 32 FB/m<sup>2</sup>;

Zone B2 : terrain industriel situé en agglomération non raccordé au chemin de fer : 16 FB/m<sup>2</sup>;

Zone B3 : terrain industriel situé hors agglomération raccordé au chemin de fer : 16 FB/m<sup>2</sup>;

Zone B4 : terrain industriel situé hors agglomération non raccordé au chemin de fer : 8 FB/m<sup>2</sup>.

Ces taux sont réduits de moitié pendant la première année de concession.

Le conseil d'administration du Port autonome de Charleroi fixe les différentes zones mentionnées ci-avant.

En ce qui concerne les surfaces bâties, les redevances sont fixées par le conseil d'administration, par référence aux montants acceptés par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports pour des immeubles de même nature et de situation équivalente.

##### B. Autorisations à titre précaire

Le conseil d'administration fixe les conditions d'occupation en fonction de la localisation et de la situation du terrain.

#### 2. Redevances pour aménagements réalisés

A partir du 1<sup>er</sup> mai 2000, pour les nouveaux contrats et les modifications aux contrats existants :